

ÉLISABETH DUPOIRIER*
GÉRARD GRUNBERG*

LA DÉCHIRURE SOCIALE

Dernière ligne droite avant l'élection présidentielle, l'année 1994 ne prend son sens que par rapport à l'affrontement du prochain printemps. La gauche est marginalisée, la droite achève l'épreuve probatoire de la cohabitation, l'horizon présidentiel s'éclaircit. La société française se révèle divisée, marquée par l'affaiblissement des normes collectives mais redoutant la fracture sociale, désabusée à l'égard des partis politiques mais à la recherche d'un leader garant de la cohésion sociale.

L'ANNÉE POLITIQUE

Les mesures régulières prises par BVA du rapport de force gauche/droite tout au long de l'année 1994¹ indiquent une stabilisation en défaveur de la gauche en des termes pratiquement inchangés depuis la victoire de la coalition UDF/RPR aux élections législatives de

mars 1993. En décembre, la droite totalise 58 % des intentions de vote législatives, le pôle écologiste 9 % et la gauche 36 %, soit 4 points de plus que lors de sa défaite électorale de l'année précédente. Autant dire une position de la gauche largement dominée, dont le rapport de force interne donne 25 % au Parti socialiste (soit 5 points de plus qu'en mars 1993) et 11 % au Parti communiste et à l'extrême gauche. A droite le pôle UDF/RPR/divers droite pèse pour 42 % (44 % en mars 1993), et le Front national pour 13 % : à quatre mois de l'échéance présidentielle, il n'y a pas d'évolution notable du potentiel électoral de chaque camp, à la différence de la période 1986-1988.

La gauche marginalisée

1994 est bien une troisième année noire pour la gauche². En novembre 1994, 50 % des Français (contre 40 %) se

143

* Élisabeth Dupoirier est directeur de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques et directeur de l'Observatoire interrégional du politique ; Gérard Grunberg est directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique, Centre d'étude de la vie politique française.

1. Tableau de bord BVA/*Paris-Match*.

2. Voir, pour les deux années précédentes, E. Dupoirier et G. Grunberg, 1992 : « Les crises de confiance », *Pouvoirs*, n° 65, Paris, PUF ; et 1993 : « L'année Balladur », *Pouvoirs*, n° 69, Paris, PUF.

déclarent « assez ou très éloignés » de la gauche. Le sentiment de distance est de même ampleur que celui mesuré en 1993, quelques mois après sa défaite électorale¹. Pourtant, idéologiquement, les principaux idéaux que les Français lui reconnaissent – le partage du travail (36 %) et la lutte contre les inégalités (33 %) – sont toujours considérés comme « ceux qu'il faut développer en priorité dans la France d'aujourd'hui » par des majorités de l'opinion². Même si ses capacités à satisfaire d'autres aspirations fortes – l'égalité des chances et la lutte contre la corruption – sont moins bien reconnues (respectivement 25 % et 11 %), ce n'est pas tant sur le plan idéologique que politique que la gauche est le plus mal en point.

Elle doit d'abord faire face aux révélations sur le passé personnel de François Mitterrand. Certes, celles-ci n'ont aucun effet sensible sur la popularité politique du président (*tableau 1*), ni sur les jugements portés sur le bilan de ses treize ans et demi d'action (44 % d'opinions positives contre 48 % de négatives, en septembre 1994 comme en mai précédent). Mais elles posent le problème de l'avenir des relations entre la gauche et le mitterrandisme : 36 % des Français seulement considèrent que « les socialistes français doivent continuer de se réclamer de l'héritage de François Mitterrand comme de celui de Jaurès et

de Blum », 43 % pensent au contraire qu'ils doivent rompre. La distribution des opinions fait ressortir la position d'isolement des sympathisants du PS – 60 % revendiquent l'héritage – par rapport à toutes les autres sensibilités politiques³.

A ceci s'ajoute la crise que traverse le Parti socialiste. Les élections européennes démontrent clairement que le Parti socialiste a perdu son statut de pôle dominant et fédérateur de la gauche socialiste⁴. Les deux listes présentant une offre nouvelle – conduites respectivement par Bernard Tapie et Jean-Pierre Chevènement – ont rassemblé à elles deux 14,5 % des suffrages, soit le score de la liste PS dirigée par Michel Rocard (14,8 %). Au baromètre SOFRES/*Figaro Magazine* de décembre 1994, 49 % des Français ont une mauvaise opinion du Parti socialiste contre 42 %. En octobre, après la convention sur l'emploi tenue par le parti, seuls 20 % des Français pensent que le Parti socialiste « a une politique de rechange », 67 % ne le croient pas⁵.

Enfin et surtout, le Parti socialiste, à quelques mois de l'échéance présidentielle, n'a plus de leader présidentiable⁶. La défaite législative de mars 1993 avait déjà gravement compromis la présidentiabilité de Michel Rocard (indice - 36 en avril 1993), la déroute européenne l'a atteint définitivement (indice - 53 en juin 94)⁷ et sa cote d'avenir à la SOFRES

1. SOFRES/*Le Nouvel Observateur*, « L'image de la gauche et de Jacques Delors à près de cinq mois de l'élection présidentielle », novembre 1994.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

4. Voir Gérard Grunberg, « Les élections européennes de 1994 », in O. Duhamel et J. Jaffré, *L'état de l'opinion 1995*, Paris, Éd. du Seuil, 1994.

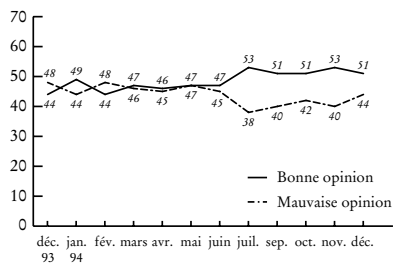
5. BVA/*Paris-Match*, « Le Parti socialiste », octobre 1994.

6. Voir Olivier Duhamel, « La valse des héros », in O. Duhamel et J. Jaffré, *L'état de l'opinion 1995*, op. cit.

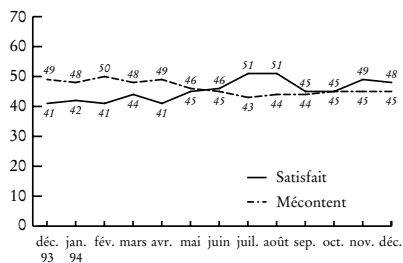
7. Baromètre présidentiel SOFRES/*Le Nouvel Observateur*.

Tableau 1 – Les baromètres de popularité du président de la République

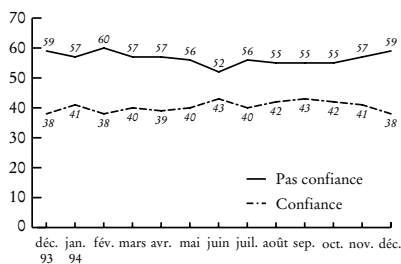
« Quelle opinion avez-vous de François Mitterrand en tant que président de la République ? » (BVA/Paris Match)



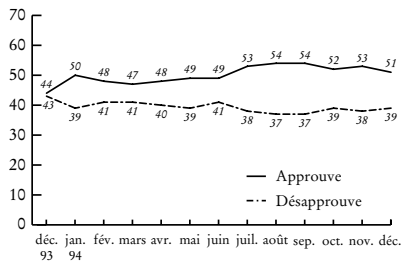
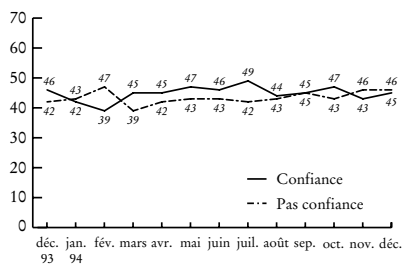
« Êtes-vous satisfait ou mécontent de François Mitterrand comme président de la République ? » (IFOP/Journal du dimanche)



« Faites-vous confiance, plutôt confiance ou pas du tout confiance à François Mitterrand pour résoudre les problèmes qui se posent en France actuellement ? » (SOFRES/Figaro Magazine)



« Faites-vous confiance ou pas confiance au président de la République François Mitterrand pour affronter efficacement les principaux problèmes qui se posent au pays ? » (CSA/La Vie)



« Approuvez-vous ou désapprouvez-vous l'action de François Mitterrand comme président de la République ? » (GALLUP/L'Express)

s'effondre de 26 points entre mai et juin (26 % au lieu de 42 %). Les espoirs reportés du « candidat naturel » au « candidat potentiel » Jacques Delors sont brutalement déçus en décembre par le forfait déclaré du président de la Commission européenne. Au lendemain de cette annonce, 68 % des Français (65 % des sympathisants du PS) ont le sentiment que « la gauche a perdu toute chance de gagner l'élection présidentielle¹ ». Fin décembre, les quatre personnalités socialistes testées par CSA obtiennent de faibles niveaux de confiance comme président de la République : Jack Lang (32 % contre 64 %) ; Lionel Jospin (24 % contre 70 %) ; Pierre Joxe (16 % contre 75 %) et Henri Emmanuelli (12 % contre 77 %)².

C'est bien à une crise de confiance dans l'opinion que la gauche doit faire face. En novembre, 48 % des Français se déclarent hostiles à ce qu'elle revienne au pouvoir en 1995, 36 % seulement en sont partisans³. Sur quinze domaines pour lesquels est testée la confiance mise par les Français dans la gauche ou dans le RPR et l'UDF, quatre seulement font l'objet de jugements favorables à la gauche : le maintien des avantages sociaux (+ 16 en faveur de la gauche), la lutte contre l'exclusion (+ 8), la défense des libertés (+ 5) et la liberté de l'information et de la télévision (+ 1). Pour tous les autres, la droite l'emporte haut la main et tout spécialement dans les domaines qui concernent les fortes préoccupations des Français : « lutter

contre l'insécurité et la violence » (+ 37 en faveur de l'UDF et du RPR), « permettre à l'économie française de faire face à la concurrence étrangère » (+ 33), « assurer le bon fonctionnement de l'économie » (+ 24), « créer des emplois » (+ 14).

La cohabitation banalisée

Les opinions favorables à l'égard de la cohabitation établies dès 1993 se maintiennent⁴. Pour 47 %, la période de cohabitation est « plutôt positive » pour la France (contre 38 %) et au terme de vingt et un mois d'exercice la satisfaction à l'égard de son fonctionnement demeure élevée : 70 % contre 28 %. Avec l'annonce de l'aggravation de l'état de santé du président à l'automne, le doute s'installe dans l'opinion quant au respect de l'équilibre des pouvoirs au sein de l'exécutif : en juillet, 53 % des Français se déclarent persuadés que François Mitterrand a conservé « l'essentiel de ses pouvoirs depuis la mise en place du gouvernement Balladur », mais en septembre ils ne sont plus que 47 % quand 48 % jugent qu'« il en a perdu l'essentiel ». Ce qui n'empêche pas 70 % des Français de souhaiter que le président achève son mandat à la date prévue.

Politiquement, l'affaire est entendue : 64 % des Français jugent que c'est la majorité UDF-RPR, plutôt que François Mitterrand et la gauche, qui sortira vainqueur de la nouvelle cohabitation, et Édouard Balladur en est pour 39 % des Français le principal bénéficiaire devant

1. BVA/*Paris-Match*, « La non-candidature de Jacques Delors », décembre 1994.

2. CSA/*France 3/France-Inter*, décembre 1994.

3. SOFRES/*Le Nouvel Observateur*, « L'image de la gauche et de Jacques Delors à près de cinq mois de l'élection présidentielle », novembre 1994.

4. SOFRES/Groupe de journaux de province, « L'opinion des Français sur la deuxième cohabitation », septembre 1994.

toutes les autres personnalités politiques, y compris François Mitterrand (28 %). Institutionnellement, l'expérience de la cohabitation séduit, comme en 1993, environ quatre Français sur dix qui souhaitent qu'elle ait des effets durables sur le fonctionnement des institutions, 45 % attendant au contraire qu'après l'élection présidentielle « on en revienne au fonctionnement habituel de la V^e République ».

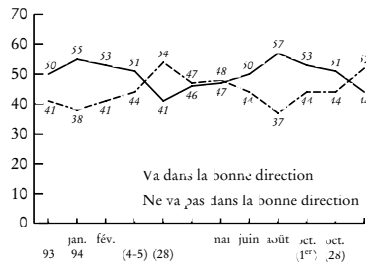
Le gouvernement malmené

La cohabitation fonctionne bien mais le bilan de l'action gouvernementale est globalement moins bien ressenti, dépendant des aléas de la conjoncture économique et sociale. Selon le baromètre Louis Harris/*Profession politique*, les jugements portés sur l'action gouvernementale se dégradent. En moyenne sur l'année 1994, 44 % des Français jugent que cette action « va dans la bonne direction » contre 50 % qui pensent qu'elle « va dans la mauvaise direction » (tableau 2). Sur les huit premiers mois de la cohabitation, la moyenne des jugements positifs était de 69 % contre 19 %. Le gouvernement connaît une période de forte turbulence entre mars et juin 1994, ouverte par le projet de décret instituant les Contrats d'insertion professionnelle (CIP). A partir d'octobre, les jugements se dégradent de nouveau et les opinions négatives redevennent majoritaires en novembre (52 % contre 44 % de positives).

Réalisés en mars durant la période de plus forte tension sociale, les bilans à un an de l'action gouvernementale sont sévères : selon la SOFRES¹, 38 % des

Tableau 2 – *Le baromètre Louis Harris/ Profession politique de l'action gouvernementale*

« De façon générale dans son action gouvernementale, diriez-vous que le gouvernement d'Édouard Balladur va dans la bonne direction ou ne va pas dans la bonne direction ? »



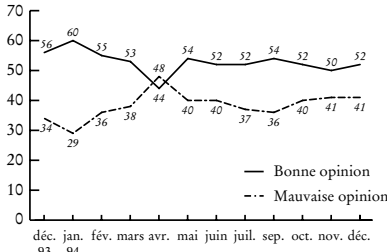
147

Français jugent le bilan globalement « plutôt positif » contre 50 % « plutôt négatif ». Ces résultats sont à peine meilleurs que ceux obtenus en mars 1987 par le gouvernement de Jacques Chirac (31 % en positif ; 53 % en négatif). Sectoriellement, les jugements sont sévères, sauf en ce qui concerne la sécurité, seul domaine pour lequel le gouvernement bénéficie d'un indice d'approbation positif (+ 14). L'opinion dominante (48 %) est que l'action gouvernementale bénéficie plutôt aux catégories favorisées qu'à l'ensemble des Français (40 %) ou aux catégories défavorisées (4 %). Sur ce point de l'équité de l'action, ces résultats sont encore très proches de ceux du gouvernement de Jacques Chirac en mars 1987. Au crédit du gouvernement, les Français considè-

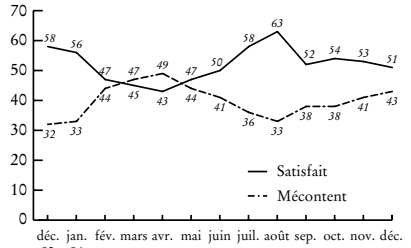
1. SOFRES/*Le Nouvel Observateur*, « L'image du gouvernement et l'état de la droite un an après sa victoire », mars 1994.

Tableau 3 – Les baromètres de popularité du Premier ministre

« Quelle opinion avez-vous d'Édouard Balladur en tant que Premier ministre ? » (BVA/Paris Match)

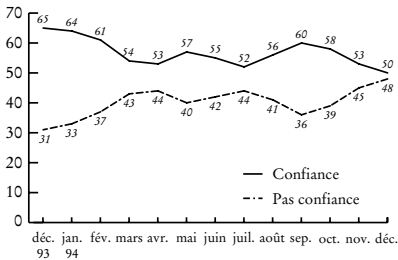


« Êtes-vous satisfait ou mécontent d'Édouard Balladur comme Premier ministre ? » (IFOP/Journal du dimanche)

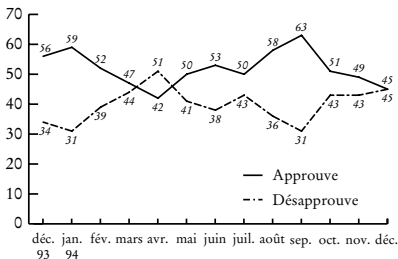
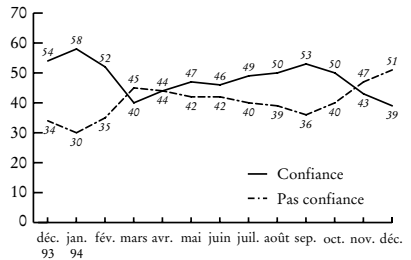


148

« Faites-vous confiance, plutôt confiance ou pas du tout confiance à Édouard Balladur pour résoudre les problèmes qui se posent en France actuellement ? » (SOFRES/Figaro Magazine)



« Faites-vous confiance ou pas confiance au Premier ministre Édouard Balladur pour affronter efficacement les principaux problèmes qui se posent au pays ? » (CSA/La Vie)



« Approuvez-vous ou désapprouvez-vous l'action d'Édouard Balladur comme Premier ministre ? » (GALLUP/L'Express)

rent cependant toujours qu'il respecte les engagements pris pendant la campagne électorale (52 % contre 42 %) ¹.

Le Premier ministre préservé

Le caractère exceptionnel de la popularité d'Édouard Balladur, que nous expliquions dans notre chronique de l'année précédente par ses qualités de bon gestionnaire de la cohabitation et son image personnelle aussi peu partisane que possible, se confirme. La popularité moyenne du Premier ministre mesurée sur l'année 1994 par tous les baromètres est positive : le solde est de + 17 à la SOFRES, + 15 à BVA, + 12 à l'IFOP (tableau 3). Le recul des opinions positives par rapport à l'année 1993 est très limité (- 3 points pour l'IFOP ; - 5 points pour BVA) sauf à la SOFRES (- 10 points), où le niveau de confiance sur les huit mois de 1993 était particulièrement élevé (67 % en moyenne). Les turbulences du printemps 1994 qui affectent le gouvernement font certes fléchir la popularité du Premier ministre entre mars et juin sans toutefois menacer son solde positif. L'enquête réalisée par BVA ² sur l'image d'Édouard Balladur, au moment où le bilan à un an de son gouvernement est sévèrement jugé, montre que les Français conservent leur confiance dans le Premier ministre : 57 % (contre 36 %), lui reconnaissant « la dimension d'un chef d'État », opinion que partagent encore 44 % des socialistes et 45 % des communistes. Son image de leader providentiel – « l'homme du renouveau pour l'UDF et le RPR » – est reconnue par près d'un Français sur deux (48 %), mais

surtout 77 % des sympathisants UDF et 73 % de ceux du RPR. Au sein de l'électorat de la majorité, les traits d'image négatifs proposés par BVA ne l'atteignent guère : UDF et RPR récusent l'idée qu'« il a tendance à vouloir endormir les Français » (59 %), ou qu'« il pense trop à l'élection présidentielle ». Seul le fait qu'« il ne va pas assez loin dans les réformes » fait l'objet d'une critique majoritaire à l'UDF (59 %) et encore plus au RPR (67 %).

L'horizon présidentiel

La recomposition du paysage politique née des élections européennes de juin affecte la préparation de l'élection présidentielle. A gauche, le retrait du candidat naturel Michel Rocard s'accompagne d'une montée en puissance rapide de la candidature potentielle de Jacques Delors qui obtient à l'automne une audience dépassant largement le seul segment de l'électorat de gauche. A la question de la SOFRES « Pensez-vous que les personnalités suivantes feraient un bon président de la République ? », Jacques Delors fait jeu égal avec Édouard Balladur (50 %) en juin 1994, et prend la tête des présidentiables en novembre (65 % pour 58 % à Édouard Balladur). Les enquêtes d'intentions de vote présidentiel le donnent à ce moment gagnant devant Jacques Chirac (60 % contre 40 %) comme devant Édouard Balladur (52 % contre 48 %) au second tour ³. Il incarne à ce moment, comme le note O. Duhamel, « le mythe d'un dépassement du clivage gauche-droite », avec ce que cela comporte de

149

1. BVA/France Télévision/Europe 1/Paris-Match, mars 1994.

2. BVA/Paris-Match, « L'image d'Édouard Balladur », mars 1994.

3. Baromètre SOFRES/TF1/RTL, « La perspective de l'élection présidentielle », juin et novembre 1994.

Tableau 4 – *La cote SOFRES des présidentiables*

« Pensez-vous que les personnalités suivantes feraient un bon président de la République ? »

	DÉCEMBRE 1994	NOVEMBRE 1994	RAPPEL OCTOBRE 1993
Jacques Delors	–	65	48
Édouard Balladur	66	58	68
Raymond Barre	50	33	39
Jacques Chirac	44	39	38
Charles Pasqua	34	32	27
Jack Lang	31	–	–
Martine Aubry	29	–	–
Philippe Séguin	28	26	24
Bernard Kouchner	27	–	–
Valéry Giscard d'Estaing	26	24	30
Michel Rocard	26	–	30
Lionel Jospin	21	–	–

150 fragilité pour une élection où justement ce clivage est déterminant.

L'affirmation de la présidentiabilité de Jacques Delors repose, en des termes nouveaux pour la majorité, la question de l'unité de candidature dès le premier tour. Elle remet à l'ordre du jour le recours à l'organisation de primaires. En juin, 57 % des sympathisants UDF-RPR pensent qu'un candidat d'union dès le premier tour donne à la majorité plus de chances de gagner la prochaine élection présidentielle, qu'un simple pacte d'alliance pour le second tour (33 %). Et 61 % (contre 17 % et 20 % d'indifférents) se déclarent favorables à l'organisation d'« un système de primaires permettant aux électeurs de désigner le candidat de leur famille politique¹ ». Pourtant, il n'y aura pas de

150 nisation de primaires. Interrogés de nouveau en octobre 1994, au moment où cette question est fortement débattue dans les médias, les sympathisants UDF-RPR déclarant une propension élevée à participer à d'éventuelles primaires sont à peine plus nombreux qu'en juin (19 % au lieu de 16 %), 69 % considérant toujours leur participation comme « peu probable » et 12 % (15 % en juin) comme simplement « probable² ».

Le renoncement de Jacques Delors à la candidature le 8 décembre, l'espace politique retrouvé en conséquence par la droite font sortir la question des primaires de l'agenda politique et bouleversent à nouveau les jugements portés par les Français sur la dimension présidentielle des leaders politiques. Au dernier baromètre SOFRES des présidentiables de l'année, Édouard Balladur

1. SOFRES/Groupe de journaux de province, « L'image de Jacques Chirac vue par les Français », décembre 1994.

2. SOFRES/*Le Figaro Magazine*, « L'opinion des Français sur l'organisation de "primaires" RPR-UDF », octobre 1994.

regagne 8 points et s'établit de nouveau en tête des personnalités avec 66 % d'opinions positives sur le fait qu'il ferait « un bon présidentiable ». Il devance ainsi de 16 points Raymond Barre et surtout de 22 points Jacques Chirac, candidat déclaré depuis novembre (*tableau 4*). L'image présidentielle du maire de Paris testée à la fin de l'année apparaît en effet globalement négative, en partie dégradée par rapport à celle dont il bénéficiait quelques semaines avant l'échéance présidentielle de 1988¹ : le courage lui est certes toujours reconnu dans les mêmes proportions (30 %), mais il est jugé moins compétent (19 % au lieu de 30 % en 1988) et moins moderne (16 % au lieu de 29 %). Il apparaît toujours « loin des préoccupations des gens » (29 % au lieu de 24 %), trop loin des réalités concrètes (27 % au lieu de 18 %). Ses capacités à maintenir les avantages sociaux, à rassembler les Français et à faire diminuer le chômage sont majoritairement contestées par les Français. Au total, 67 % des personnes interrogées contre 22 % ne souhaitent pas qu'il soit élu en mai 1995. Seul l'électorat du RPR lui reste majoritairement fidèle (55 % souhaitent son élection), tandis que celui de l'UDF se détourne nettement de lui (58 % hostiles à son élection). A quatre mois de l'échéance, les soutiens électoraux de Jacques Chirac paraissent singulièrement étroits par rapport à ceux

d'Édouard Balladur². Il paraît difficile de voir aujourd'hui qui pourrait menacer l'élection d'Édouard Balladur en mai prochain.

L'ÉTAT DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

Les jugements portés par les Français sur la situation économique et sociale du pays sont un peu moins pessimistes en 1994 que dans les années précédentes. Il s'agit moins d'une impression d'amélioration que du sentiment que la situation a cessé de se dégrader. Si en novembre 1994 39 % des Français pensent que la situation s'est dégradée contre 58 % pour le même mois de l'année précédente, 16 % contre 6 % pensent qu'elle s'est améliorée³. L'impression de dégradation passe entre 1991 et 1994 de 76 % à 39 %. La même évolution concerne les perceptions de l'avenir. 50 % au lieu de 34 % en 1993 et 26 % en 1992 estiment que la situation va rester la même dans l'année qui vient, tandis que 22 % au lieu de 37 % en 1993 et 54 % en 1992 pensent qu'elle va se dégrader, 22 % au lieu de 20 % en 1993 et 8 % en 1992 pensant qu'elle va s'améliorer⁴ (*tableau 5*). Toutefois, le mois de décembre paraît marquer une recrudescence du pessimisme, même si celui-ci demeure un peu inférieur au niveau de l'année précédente (Baromètres SOFRES et Louis Harris⁵).

151

1. SOFRES/Association pour les primaires à la française, « L'opinion des Français sur la réforme des primaires », juin 1994.

2. Voir, sur ce point, Jean-Louis Bourlanges, « Le maître du pouvoir et le roi de la jungle », in O. Duhamel et J. Jaffré, *L'état de l'opinion 1995*, op. cit.

3. SOFRES/Groupe de journaux de province, « Le climat économique et social vu par les Français », novembre 1994.

4. SOFRES/*Challenges*, « Les choix des Français sur la politique à mener en 1995 », novembre 1994.

5. Baromètre SOFRES/*Le Figaro Magazine*, décembre 1994, et Baromètre Louis Harris/*Valeurs actuelles*, décembre 1994.

Tableau 5 – Les perspectives économiques à travers les enquêtes de la SOFRES.

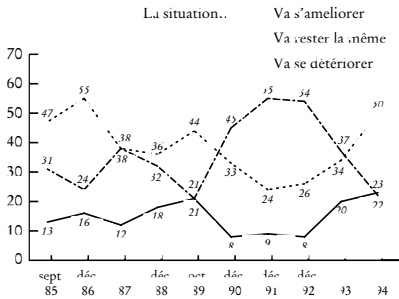
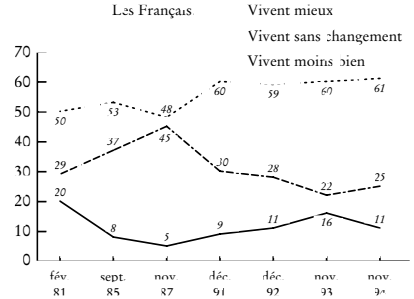
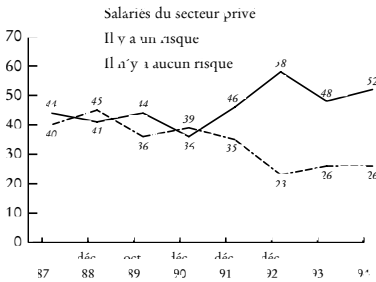


Tableau 7 – L'évolution de la situation personnelle des Français à travers les enquêtes de la SOFRES.



152

Tableau 6 – L'évolution de la crainte du chômage à travers les enquêtes de la SOFRES.



Cependant, si les Français perçoivent un arrêt de la dégradation de la situation économique générale, il n'en va pas de même pour ce qui concerne leur situation personnelle et celle de leur famille. L'angoisse du chômage est toujours

dominante : 52 % des salariés du secteur privé – 21 % déclarant être au chômage – estiment qu'il y a un risque qu'ils perdent leur emploi dans les mois à venir, au lieu de 48 % en 1993 et 58 % en 1992 (tableau 6)¹. Et 61 % des Français ont l'impression qu'ils vivent moins bien depuis quelques années, ce qui est le chiffre le plus élevé depuis 1981 (tableau 7)². Enfin, 53 % ont l'impression que leur pouvoir d'achat a diminué en 1994, ce qui ne traduit aucune amélioration par rapport à l'année précédente³. Cette perception pessimiste s'accompagne de l'impression que les conflits sociaux seront nombreux dans les mois à venir⁴.

La morosité ambiante génère ou favorise une demande accrue de protection, le rejet des partis politiques mais une demande de leadership, l'affaiblissement enfin des normes collectives.

1. SOFRES/Groupe de journaux de province, « Le climat économique et social vu par les Français », novembre 1994.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

4. Baromètre SOFRES/Le Figaro Magazine, décembre 1994.

Tableau 8

« Estimez-vous que l'État intervient trop, comme il faut ou pas assez dans la vie économique du pays ? »

	Rappel enquête <i>Sélection du Reader's Digest/SOFRES</i> décembre 1985	Rappel enquête <i>Le Figaro/SOFRES</i> avril 1990	Jun 1994
Trop	25	13	11
Comme il faut	23	26	22
Pas assez	29	48	53
Sans opinion	23	13	14
	100 %	100 %	100 %

La demande de protection

Au milieu des années quatre-vingt, l'heure était au libéralisme économique. Aujourd'hui, c'est la demande de protection adressée à l'État qui domine. En 1985, 29 % des Français estimaient que l'État n'intervenait pas assez dans la vie économique du pays, ils étaient 48 % en 1990 et sont aujourd'hui 53 % (*tableau 8*)¹. Ce repli sous l'aile de l'État protecteur s'accompagne d'une méfiance accrue à l'égard de l'entreprise : 63 % des Français (contre 26 %) estimaient encore en 1990 qu'il fallait faire confiance aux entreprises et leur donner plus de liberté ; cette proportion n'est plus que de 45 % (contre 44 %) en 1994².

Il est donc peu étonnant que les Français soient aujourd'hui particulièrement attachés aux avantages acquis de l'État-providence : près des cinq sixièmes d'entre eux sont opposés à la suppression du SMIC, à la diminution des indemnités de chômage, à la suppression du RMI et à la limitation des

remboursements par la Sécurité sociale en développant un système d'assurances volontaires³. Entre les deux tiers et les quatre cinquièmes d'entre eux se disent prêts à descendre dans la rue pour défendre ces acquis⁴.

La demande de protection de l'État et l'attachement fort aux avantages acquis, qui s'accompagnent plus généralement d'une tendance au repli sur l'Hexagone, ont largement induit les clivages qui sont apparus ou se sont approfondis à l'occasion des élections européennes. Ces clivages ont traversé les électors de gauche et de droite : en 1989, 29 % des Français craignaient les conséquences de la construction européenne contre 62 % qui ne la craignaient pas ; en 1994, la distribution des opinions entre les deux positions s'équilibre (46 %). La part de ceux qui craignent les conséquences de la construction européenne représente 66 % des électeurs communistes, 71 % de ceux de la liste Chassepêche, 59 % des électeurs de la liste de

1. SOFRES/*Le Figaro*, « Les valeurs idéologiques des Français », juin 1994.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

4. IFOP/*L'Express*, « Les valeurs des Français », octobre 1994.

Philippe de Villiers et 79 % de ceux de la liste de Jean-Marie Le Pen¹. Et si 35 % des Français, en 1994, déclarent que pour eux « la France, ça compte plus que l'Europe » – ce qui montre ainsi que la tendance au repli demeure minoritaire –, cette proportion est majoritaire dans les électorsats des listes anti-européennes².

L'une des dimensions actuelles de l'antieuropéisme est l'hostilité au libre-échange, partagée par 51 % des Français contre 39 %³. La relation entre cette attitude hostile et le vote aux élections européennes est nette. Les électorsats des listes communiste, frontiste, Chasse-pêche et de Villiers comprennent en majorité des électeurs hostiles au libre-échange⁴. L'offre électorale nouvelle constituée par la liste de Philippe de Villiers a permis à la fraction protectionniste de l'électorat de la majorité de marquer sa différence par rapport à la liste de Dominique Baudis, favorable à la construction européenne et au traité de Maastricht. Cette méfiance à l'égard du libre-échange économique est liée, en particulier dans les électorsats des listes de Villiers et Le Pen, à la crainte que l'Europe ne permette pas de contrôler l'immigration⁵. Avec les progrès de l'intégrisme dans l'Islam, les Français sont plus réticents qu'hier à admettre la construction de mosquées dans les

grandes villes (60 % hostiles en 1994 contre 55 % en 1990)⁶.

Le rejet des partis

L'année 1994 a vu se creuser un peu plus la défiance des Français à l'égard des partis. 25 % d'entre eux s'estiment bien représentés par un parti politique (au lieu de 28 % en 1993) contre 70 % qui sont d'un avis contraire (au lieu de 65 %)⁷. L'image de la politique qui s'était améliorée au cours des deux dernières années s'est à nouveau dégradée : 53 % estiment aujourd'hui qu'il s'agit d'une activité peu honorable et 66 % que les hommes politiques se préoccupent peu ou pas du tout de ce qui préoccupe les gens.

Les grands partis de gouvernement ont particulièrement pâti de cette crise de confiance dans la politique. Aux élections européennes de 1994, 40 % seulement des électeurs ont voté pour la liste du Parti socialiste ou celle de l'UDF et du RPR. Selon le sondage post-électoral de la SOFRES, 47 % des cadres et professions libérales ont voté pour l'une de ces listes, mais seulement 37 % des professions intermédiaires, 31 % des employés et 22 % des ouvriers. Les listes protestataires ont ainsi obtenu leurs meilleurs résultats dans les classes populaires. Ceci conforte l'idée d'une cristallisation du clivage qui oppose ceux « d'en haut » et ceux « d'en bas »⁸.

1. SOFRES, Sondage post-électoral des élections européennes, juin 1994.

2. IFOP/Le Figaro et RMC, SSU, juin 1994.

3. SOFRES/Le Figaro, « Les valeurs idéologiques des Français », juin 1994.

4. Voir Gérard Grunberg, « Les élections européennes en France », in O. Duhamel et J. Jaffré, *L'état de l'opinion 1995*, op. cit.

5. IFOP/Le Figaro et RMC, SSU, juin 1994.

6. SOFRES/Le Figaro, « Les valeurs idéologiques des Français », juin 1994.

7. SOFRES/Groupe de journaux de province, « Les Français, la politique et la représentation », octobre 1994.

8. Voir Jérôme Jaffré, « Les élections du 12 juin 1994 », *Pouvoirs*, n° 71, Paris, Éd. du Seuil, 1994, p. 144.

Le rejet des partis se lit dans la relative indifférence dont feraient preuve les Français dans l'hypothèse de leur suppression : 36 % contre 60 % descendraient dans la rue pour s'y opposer¹. Certes, 69 % des Français reconnaissent que les partis politiques sont utiles au bon fonctionnement de la démocratie², mais ils ne sont pas prêts pour autant à contribuer à leur financement : à la question « Personnellement, accepteriez-vous une légère augmentation des impôts et des taxes pour financer les partis politiques et les campagnes électorales si cela permettait une moralisation complète de la vie politique ? », les réponses négatives atteignent 76 %³. Le refus est le plus fort chez les ouvriers (88 %) et relativement le moins élevé chez les cadres et les professions intellectuelles (60 %). Hostiles, aussi bien au financement par le budget de l'État qu'à celui par les entreprises, les Français sont en revanche favorables aux dons des particuliers, à condition qu'ils ne donnent pas droit à des déductions fiscales. Ce phénomène de distance à l'égard des partis en France n'est pas nouveau, mais il s'est aggravé au cours des dernières années.

La demande de leadership

Si le rejet des partis politiques est largement répandu dans l'opinion, en revanche la tendance à la personnalisation de la vie politique est croissante. On observe la percée électorale de personnalités politiques nouvelles qui doivent davantage leur popularité à eux-mêmes et à leurs capacités médiatiques qu'aux organisations qui les soutiennent.

C'est le cas de Bernard Tapie et de Philippe de Villiers. Le premier incarne une protestation de type populiste, le second une protestation de type moralo-nationaliste.

Cependant, il serait erroné d'interpréter ces phénomènes comme traduisant le fait que les Français entendent remplacer les grands partis traditionnels et les leaders qui les représentent par de nouveaux leaders protestataires, voire populistes, totalement dégagés de toute structure partisane. Dans cette période de doutes et de pertes de repères, le besoin de leadership des Français ne revêt pas principalement un caractère « anti-système ». Les deux leaders les plus populaires cette année, les deux seuls « présidentiables » indiscutables, sont deux hommes – Jacques Delors et Édouard Balladur – qui se tiennent éloignés de toute tendance populiste, centrant au contraire leurs discours sur les efforts nécessaires plutôt que sur les promesses d'amélioration rapide de la situation. Tout en protestant, notamment à l'occasion de scrutins intermédiaires, les Français réclament un leadership fort et compétent qui leur inspire confiance (« Trust ») pour diriger le pays. Certes, ces deux hommes ne sont pas des chefs de partis, mais ils ne sont pas non plus des hommes nouveaux dans l'action politique, ni des hommes seuls. Édouard Balladur bénéficie de sa position de Premier ministre et de chef de la majorité, dispose de puissants soutiens au sein de l'UDF et de l'appui de personnalités importantes du RPR ; Jacques Delors, jusqu'à son retrait de la course présidentielle, était

155

1. IFOP/*L'Express*, « Les valeurs des Français », octobre 1994.

2. BVA/Éditions Balland, *La Politique autrement*, mai 1994.

3. SOFRES/*L'Express*, « Les Français face à la corruption », novembre 1994.

encouragé par l'Élysée et soutenu par le Parti socialiste. C'est donc le réaménagement de la relation entre les partis et les leaders charismatiques, ou au moins inspirant confiance, qui est souhaité par les Français. De ce point de vue, la question des « primaires » resurgira nécessairement dans l'avenir, les grands partis ayant démontré qu'ils ne maîtrisent plus efficacement le processus de sélection de candidats à l'élection présidentielle. L'existence dans le paysage politique de leaders de premier rang ayant la confiance d'une majorité de Français a certainement joué un rôle dans l'amélioration du fonctionnement de la démocratie ressentie par les Français¹. Ce sentiment qui était de 37 % sous le gouvernement d'Édith Cresson a progressé régulièrement depuis cette date pour atteindre 54 % en 1994, c'est-à-dire à peine moins que le niveau de satisfaction record de l'année 1989 qui était de 60 %.

La crainte d'une fracture sociale

La société française apparaît aujourd'hui divisée pour 89 % des Français. Les divisions sociales les plus importantes à leurs yeux sont la distinction entre les gens aisés et les exclus (66 %), entre les actifs et les chômeurs (55 %) et entre les Français et les immigrés (52 %)². Il est intéressant de noter que l'âge introduit des variations sensibles dans la perception des différents facteurs de division sociale. Ainsi, le clivage entre actifs et chômeurs

est d'autant plus perçu comme facteur de division sociale que les personnes interrogées sont jeunes : 65 % des moins de 25 ans contre 41 % seulement des plus de 65 ans. Mais les plus jeunes et les plus âgés se rejoignent pour percevoir la distinction jeunes/vieux comme un autre facteur de division sociale.

La perception des dangers les plus graves qui menacent la société française varie également avec l'âge : ainsi la drogue, l'alcoolisme, les accidents de la route sont d'autant plus cités que les personnes sont plus âgées, tandis que les jeunes sont les plus nombreux, relativement, à citer le SIDA, le chômage, l'exclusion et la peur de l'avenir.

L'affaiblissement des normes sociales

Les difficultés particulières des jeunes, jointes à une socialisation plus permissive que celle des générations précédentes, génèrent chez eux des attitudes et des comportements plus individualistes que ceux de leurs aînés, plus détachés des normes sociales traditionnelles. Ainsi le mariage n'est plus considéré par les jeunes comme indispensable pour fonder une famille, ou comme une institution nécessaire³. De même, ils déclarent plus fréquemment des comportements déviants (fauche et resquille). La construction d'un indice de « fréquence de tricherie » permet d'observer une forte relation entre cette fréquence et l'âge⁴. En l'absence de référence dans le temps, il est cependant impossible de

1. SOFRES/Groupe de journaux de province, « Les Français, la politique et la représentation », octobre 1994.

2. SOFRES/*Le Monde* et RTL, « La société française entre unité et division », décembre 1994.

3. Voir Olivier Duhamel et Jérôme Jaffré, *op. cit.*, p. 183.

4. Voir Christophe Nadaud, « Fraude, tricherie et corruption », in O. Duhamel et J. Jaffré, *op. cit.*, p. 213-230.

trancher entre phénomène de génération ou d'âge. Mais il est permis de privilégier l'hypothèse de la génération, qui annoncerait une modification profonde des comportements sociaux. Cette modification a eu d'ailleurs une traduction électorale à l'occasion des élections européennes : plus l'« indice de tricherie » établi par la SOFRES est élevé, plus augmente la fréquence du vote pour Bernard Tapie et pour les listes écologistes qui ont les électors les plus jeunes, tandis que diminue la propension au vote pour la liste de Villiers dont l'électorat est le plus âgé¹.

Ces phénomènes permettent d'éclairer les attitudes des Français à l'égard de la corruption. Si 47 % des Français se disent indignés à propos des affaires sur le financement des partis politiques, 36 % estiment que l'on fait beaucoup de bruit pour rien et 13 % sont indifférents². Pour la grande majorité des Français, les phénomènes de corruption sont inévitables. Et 53 % d'entre eux pensent qu'il n'y a pas d'augmentation de la corruption mais qu'on en parle plus, seuls 28 % ayant le sentiment d'une augmentation de la corruption. Mais la donnée la plus notable est celle-ci : si 45 % estiment qu'il vaut mieux un homme politique honnête mais peu efficace, 39 % font en revanche passer l'efficacité avant l'honnêteté. Ici la relation avec l'âge est surprenante de netteté : 54 % des moins de 25 ans privilégient l'efficacité contre 22 % des plus de 65 ans.

Plus largement, il semble que l'individualisme montant concourt à l'affaiblissement, dans la situation de crise, des réflexes collectifs de solidarité. Après plusieurs années d'efforts et, pour beaucoup de foyers, de graves difficultés, le thème du « chacun pour soi » peut faire des adeptes. Notons à ce propos qu'aux élections européennes, les différences entre les électors Rocard et Tapie apparaissent en particulier sur les questions de la solidarité, de l'aide au Tiers-Monde, de l'importance accordée à la réussite matérielle personnelle et de l'attitude à l'égard de la compétition. Sur tous ces items, les électeurs de Bernard Tapie sont moins proches des valeurs traditionnelles de la gauche que l'électorat de Michel Rocard. Les Français dans leur ensemble sont moins disposés que par le passé à prendre en compte les intérêts collectifs par rapport à leurs intérêts individuels. Ainsi, 41 % contre 33 % en 1993 ne sont pas prêts à « faire des sacrifices et à renoncer, au moins provisoirement, à leurs revendications », 47 % contre 55 % en 1993 ayant l'attitude inverse³. Jamais, depuis 1983, le refus des sacrifices n'a été aussi élevé. La fracture sociale en atomisant la société a ainsi contribué fortement à affaiblir la conscience collective et à accroître le scepticisme sur les mécanismes de la solidarité. Quel qu'il soit, le président élu en mai 1995 devra apporter une réponse politique à cette situation.

157

1. *Ibid.*

2. SOFRES/*L'Express*, « Les Français face à la corruption », novembre 1994.

3. SOFRES/Groupe de journaux de province, « Le climat économique et social vu par les Français », novembre 1994.